

pany Ltd., \$36,000, conditions au comptant; Baker Brothers Iron and Metal Co. Ltd., \$35,718, conditions au comptant; Gould Cold Storage Company, \$36,680, conditions au comptant; National Grocers Limited, \$60,000, conditions au comptant; Miron Frères Company, \$45,690, conditions au comptant; Bell Telephone Co. of Canada, \$38,200, conditions au comptant; William Teron Limited, \$22,650, conditions au comptant; Royal Canadian Legion, Branch 593, \$28,357, conditions au comptant.

[Français]

SAINT-VICTOR-DE-BEAUCE—TRAVAUX D'HIVER
—SOMMES VERSÉES À LA MUNICIPALITÉ
DE SAINT-VICTOR-DE-BEAUCE

Question n° 805—**M. Caouette:**

Quelles sommes ont été versées par Ottawa, pour les années 1964 et 1965, à la municipalité de Saint-Victor-de-Beauce, pour les travaux d'hiver?

M. John C. Munro (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Les paiements suivants ont été versés à la province de Québec, pour la municipalité de Saint-Victor-de-Beauce: 1964, \$9,553.24; 1965, \$17,240.48.

[Traduction]

*VENTE DES DROITS SUR LE FOOTBALL
TÉLÉVISÉ

Question n° 825—**M. Basford:**

Le gouvernement va-t-il examiner la situation concernant la vente des droits sur le football télévisé par les conférences de l'Est et de l'Ouest afin que cette question soit réglée bien avant le début des parties de la Conférence canadienne?

M. Albert Béchard (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, la vente des droits sur le football télévisé pour la Ligue canadienne de football n'est pas de la compétence du gouvernement. On m'informe toutefois que Radio-Canada poursuit des négociations préliminaires avec d'autres groupes intéressés à ce sujet, et que la Société pour sa part, fait tout son possible pour en arriver à un règlement. On m'informe en outre, que le vendeur de ces droits n'en a pas encore disposé.

LA TOXICOMANIE—DEMANDE D'AIDE FÉDÉRALE DE LA PART DE LA
COLOMBIE-BRITANNIQUE

Question n° 827—**M. Groos:**

1. Le gouvernement a-t-il reçu, par l'entremise du gouvernement de Colombie-Britannique, un mémoire de la Société de la prévention de la toxicomanie en date de juillet 1965, réclamant une aide fédérale?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelle est la réponse du gouvernement fédéral à cette demande?

[L'hon. M. McIlraith.]

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et Bien-être social): 1. Un mémoire a été envoyé au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour sa gouverne; il n'a demandé aucune assistance fédérale.

2. Voir réponse au n° 1.

LES EXPOSITIONS—PRÊTS DESTINÉS À LA
CONSTRUCTION D'IMMEUBLES

Question n° 832—**M. Dubé.**

1. Le ministère de l'Agriculture, ou quelque fonctionnaire de son ministère, s'est-il entretenu cette année avec les représentants des associations d'expositions, au sujet de prêts à long terme aux expositions, pour leur permettre de construire des édifices polyvalents?

2. Dans le cas de l'affirmative, quand le ministre compte-t-il présenter un projet de loi à cet effet?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): 1. Oui.

2. Cete question porte sur la politique ministérielle. Advenant qu'une décision soit prise en vue de mettre en route un programme de cette nature, le Parlement ne sera instruit de la manière coutumière.

ACCIDENTS MORTELS SURVENUS AUX PAS-
SAGES À NIVEAU

Question n° 837—**M. Noble:**

Combien d'accidents mortels sont survenus aux passages à niveau au Canada, en 1964 et 1965?

M. James A. Byrne (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): La Commission des transports du Canada communique les renseignements suivants: 1964, 154 accidents mortels; 1965, 150 accidents mortels.

ACCIDENTS MORTELS IMPLIQUANT L'UTILI-
SATION DE MACHINES AGRICOLES

Question n° 838—**M. Noble:**

Combien d'accidents mortels sont survenus en 1964 et 1965 à la suite de l'utilisation de matériel et de machines agricoles?

M. Jean-Charles Cantin (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce): En 1964, le nombre de décès attribuables à des accidents impliquant l'utilisation d'outillage agricole a été de 113. On ne connaît pas encore le chiffre concernant l'année 1965.

MODE DE PROCÉDURE CONCERNANT UN ACTE
CONSULTATIF

Question n° 841—**L'hon. M. Bell:**

1. Quand a-t-on utilisé pour la première fois le mode de procédure d'un acte consultatif par lequel le premier ministre du Canada pourrait donner des avis au gouverneur général pour la nomination des ministres, des membres du Conseil privé et la convocation du Parlement?